



**HAL**  
open science

## Syrie: le politique au défi du militaire

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Syrie: le politique au défi du militaire. Bertrand Badie et Dominique Vidal (Coord). Nouvelles guerres. L'état du monde 2015, La découverte, pp.206, 2014. halshs-01063604

**HAL Id: halshs-01063604**

**<https://shs.hal.science/halshs-01063604>**

Submitted on 12 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Syrie : le politique au défi du militaire

**Nicolas Dot-Pouillard**

Chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) à Beyrouth.

L'insurrection populaire syrienne de mars 2011 s'inscrivait dans une dynamique régionale ouverte en Tunisie en décembre 2010, appelant tantôt à la « réforme », tantôt à la « chute » de régimes pour la plupart issus des indépendances postcoloniales. Les quelques promesses de réforme démocratique de Bachar Al-Assad, qui a succédé à son père Hafez en juin 2000, n'ayant pas été tenues, l'insurrection syrienne traduisait d'abord une crise de représentation politique. En dépit de la libération en novembre 2000 de plusieurs centaines de prisonniers, pour l'essentiel issus des Frères musulmans ou de la gauche communiste, de l'ouverture d'un très éphémère « Printemps de Damas » et d'une réforme administrative renforçant les prérogatives gouvernementales au détriment du Commandement régional du Baath<sup>1</sup> à partir de 2003, rien n'y a fait : le régime syrien est resté dominé jusqu'en 2011 par une formation baathiste chapeautant un Front national progressiste<sup>2</sup>, composé de partis affidés au régime, les divers services de sécurité maintenant une chape de plomb répressive sur la société syrienne.

La direction baathiste pensait, à l'heure des insurrections arabes, tenir sa légitimité populaire d'un positionnement géostratégique « anti-impérialiste », jouant sur les cordes sensibles d'un nationalisme arabe faisant encore écho aux anciens traumatismes coloniaux. Elle s'était traduite jusque-là par un soutien politique et logistique de la Syrie au Hezbollah libanais dans les années 2000, à différents mouvements

---

<sup>1</sup> La direction du Parti Baath est officiellement composée d'un Commandement national, à l'échelle de la « Nation arabe », et de plusieurs Commandements régionaux, selon les termes de sa fondation, en 1947. Cependant, la division entre les branches baathistes syriennes et irakiennes du mouvement depuis les années 1960 a consacré la prépondérance de fait des Commandements régionaux.

<sup>2</sup> Le Front national progressiste, sous la direction du Parti Baath syrien, est né en 1972. Il regroupe différents partis communistes, ainsi que l'une des branches du Parti social nationaliste syrien.

palestiniens, mais aussi par son opposition à l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Si cette fibre nationaliste résonnait bien dans la société syrienne, elle ne pouvait suffire à pallier les manques démocratiques, mais aussi sociaux, d'un régime ayant, à travers ses politiques de libéralisation de l'économie au cours des années 2000, participé à l'appauvrissement d'une partie des classes populaires.

### **Du soulèvement à la guerre civile**

De 2011 à 2014, la crise syrienne a pris un tour en partie confessionnel – le régime, dont une fraction de la direction est alaouite, n'ayant pas hésité à se poser en défenseur des minorités religieuses face à un mouvement populaire qu'il décrit dès le début comme exclusivement sunnite et communautaire, si ce n'est manipulé de l'extérieur. Une large partie de l'opposition armée, notamment sa composante salafiste radicale, a depuis favorisé cette communautarisation du politique, dénonçant un régime qui ne serait qu'exclusivement alaouite, voire « chiite ».

La variable identitaire du conflit s'accroissant, elle s'articule désormais avec une série de polarisations régionales et internationales. Craignant une mainmise des pays du Golfe sur la Syrie et soutenant de ce fait le régime de Damas, l'Iran et le Hezbollah libanais, chiites, tout comme nombre de miliciens irakiens de la même confession, sont désormais parties prenantes du conflit militaire syrien. Du Front de la victoire pour le peuple du Levant (*Jabaha an-Nusra li-Ahl ash-Sham*) à l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), la mouvance islamiste radicale, opposée au régime Al-Assad, compte pour sa part plusieurs milliers de combattants venus du monde arabe, et au-delà, se réclamant d'un sunnisme exclusif. Quant à la Coalition nationale syrienne (CNS), principal front de l'opposition politique (fondé en novembre 2012), elle a les pieds et les mains liés par ses différents parrains étrangers : Turquie, Qatar, Arabie saoudite se disputent, *via* le financement de milices, la prépondérance politique sur le terrain militaire.

Les différents protagonistes du conflit s'acharnent à éviter le nom de guerre civile. Pour les uns, l'insurrection armée n'est que le prolongement du soulèvement populaire originel, en dehors de tout facteur communautaire et géopolitique. Pour le régime au contraire, la guerre se résume à une simple lutte contre le « terrorisme » importé de l'extérieur. En 2014, le pays connaît pourtant une situation de partition. La guerre

représente une terrible saignée : plus de 150 000 morts, près de 7 millions de déplacés internes. Le Liban voisin accueille près d'un million de réfugiés syriens, tandis que des centaines de milliers d'autres se trouvent en Turquie, en Irak, en Jordanie et en Égypte.

L'échec des négociations internationales dites de Genève II, en février 2014, entre le régime et l'opposition ne tient pas seulement aux différences de vue entre grandes puissances – Russes et Américains s'étaient néanmoins mis d'accord, en septembre 2013, autour d'un programme de démantèlement des armes chimiques du régime. Il est aussi le fruit d'une situation où l'autonomisation des logiques de violence politique est devenue une réalité, où le facteur militaire constitue désormais un élément surdéterminant du conflit, où l'évolution des lignes de front – qui débordent le seul territoire syrien, pour toucher également le Liban et l'Irak – détermine en partie l'état des présentes et futures négociations.

### **Un pays éclaté**

L'hypothèse d'un régime tombant sous le coup d'une insurrection armée servie par les défections – très relatives – de l'armée gouvernementale n'est aujourd'hui plus de mise. Dès juin 2014, les autorités damascènes se sont senties assez en confiance pour organiser une élection présidentielle, dont l'issue ne faisait aucun doute.

Les forces gouvernementales pensent en effet avoir, pour l'essentiel, sécurisé le centre du pays. Elles contrôlent Suweyda, au sud, et ont repris Qousseir, à l'ouest, grâce à l'apport décisif du Hezbollah. Cette dernière ville, située entre Homs et Hermel, est vitale pour le parti chiite libanais, qui a par conséquent été un des principaux acteurs de la bataille en juin 2013 (son expertise logistique et militaire profite jusqu'aujourd'hui à Bachar Al-Assad). En février 2014, c'est la ville de Yabroud, dans la région montagneuse du Qalamoun, elle aussi frontalière du Liban, que les rebelles de l'Armée syrienne libre (*al-Jaish al-Souri al-hurr*, ASL) et du Jabaha an-Nusrah ont dû abandonner au Hezbollah et aux forces gouvernementales. Au mois de mai, les derniers combattants insurgés de la ville de Homs s'en sont retirés. En plus du centre du pays, les forces gouvernementales peuvent contester à l'opposition la majorité des régions côtières de l'ouest, de Tartous à Lattaquié, espace marqué par une forte présence communautaire alaouite.

Le pouvoir ne peut cependant encore s'engager dans une stratégie de reconquête

totale du pays. Au sud, à Deraa, l'Armée syrienne libre, entre autres, tient encore des positions grâce au soutien logistique jordanien et saoudien. Si Damas n'est jamais tombée dans les mains de l'opposition armée, le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, porte d'entrée sud de la capitale, voit cesser-le-feu et reprises des combats se succéder. L'est de la capitale, jouxtant l'aéroport international, demeure un territoire contesté. Le nord et l'est du pays posent encore de sérieux problèmes au régime. Si l'armée gouvernementale tient la ville d'Idlib, non loin de la frontière turque, Alep reste divisée.

Les Kurdes ont par ailleurs leur mot à dire. Jouant un jeu complexe entre l'opposition et le régime, le Parti de l'union démocratique (PYD) et les Unités de protection du peuple (YPG), proches du Parti des travailleurs kurdes (PKK) d'Abdullah Öcalan en Turquie, d'inspiration marxiste, ont été accusés par les opposants à Bachar Al-Assad de jouer un jeu trouble : en créant des zones autonomes kurdes de fait le long de la frontière nord du pays, de Qamishli à Afrin, mais aussi en combattant le plus souvent les troupes de l'opposition, notamment islamiste et salafiste, ils sont suspectés de laisser respirer le régime dans ces régions, en empêchant les insurgés syriens de contrôler les principaux postes frontières avec la Turquie. La tactique du PYD n'est cependant pas dénuée de sens : sa stratégie d'autonomie militaire et politique pourrait, à terme, lui permettre de négocier avec les futurs maîtres du territoire syrien, quels qu'ils soient.

L'est du pays, et notamment le gouvernorat de Deir ez-Zor, reste enfin un berceau de l'opposition armée qui se sert de l'Irak comme base arrière. Si l'EIIL y reste si fort, c'est aussi qu'il profite d'une insurrection sunnite radicale s'opposant, en Irak même, au pouvoir autoritaire du Premier ministre Nouri Al-Maliki, les groupes armés syriens et irakiens étant, tout le long de la frontière entre la Syrie et l'Irak, souvent confondus.

### **L'opposition armée : des guerres dans la guerre**

L'opposition armée syrienne est à l'image de l'opposition politique : divisée, minée par des lignes d'alliances régionales et des idéologies diverses qui en affaiblissent la cohérence et l'efficacité.

Apparue à l'été 2011, l'ASL, majoritairement composée de dissidents et de déserteurs de l'Armée gouvernementale, est aujourd'hui particulièrement affaiblie. Si

elle bénéficie d'un parrainage logistique international (pays du Golfe, États-Unis, Turquie, Jordanie), elle souffre d'un manque de leadership militaire et n'a pas su s'imposer comme un corps militaire unifié. Depuis novembre 2013, elle subit la concurrence du Front islamique (*al-Jabaha al-islamiyya*), désormais l'une des principales coalitions militaires syriennes. Le Front des révolutionnaires syriens (*Jabaha Thuwar Suria*) de Jamal Maarouf, implanté au nord, a également affaibli la base de l'ASL. En mars 2014, naît la Légion du Levant (*Faylaq ash-Sham*) : elle ambitionne, à l'instar des autres « Fronts », de regrouper plusieurs dizaines de brigades locales. Ces différentes coalitions militaires ne sont pas seulement révélatrices de l'éclatement de l'opposition armée. Elles résultent aussi de regroupements locaux, variables, entre brigades, fondés sur des jeux d'appartenances tribales et affinitaires, et des différents régimes d'alliances qu'elles peuvent établir à l'échelle régionale. Elles ont cependant un dénominateur commun : la référence islamique, devenue primordiale dans le champ sémantique de l'opposition armée. Mais ces mouvements se veulent « modérés », et opposés au radicalisme de la mouvance salafiste djihadiste.

Plus idéologisée que les groupes précédents, cette dernière pâtit cependant, elle aussi, de divisions prégnantes. Si son caractère internationalisé est avéré (elle regroupe plusieurs milliers de combattants venus du monde arabe, de Tchétchénie et d'Europe), elle recrute aussi parmi les Syriens. Certes, certaines brigades à caractère salafiste djihadiste se composent exclusivement de combattants étrangers : c'est le cas du Mouvement du Levant de l'islam (*Haraka Sham al-islam*, HSI), apparu en août 2013, formé de plusieurs centaines de partisans marocains. Le Jabaha an-Nusra et l'EEIL interviennent dans l'ensemble du pays, même s'ils semblent prédominer au nord et à l'est.

Bien que ces deux mouvements soient souvent confondus avec Al-Qaida, la réalité est plus complexe. Tous deux proviennent de la matrice de l'État islamique en Irak (EII), fondé en octobre 2006 par Abou Bakr al-Baghdadi. Lorsque la guerre civile syrienne prend forme, le Jabaha an-Nusra se veut le prolongement de l'EII, sous le commandement d'Abou Muhammed al-Jolani. Le Jabaha an-Nusra syrien prenant une indépendance presque complète vis-à-vis de son premier parrain, al-Baghdadi répond en avril 2013 par la fondation d'un État islamique en Irak et au Levant (EII), censé regrouper djihadistes syriens, irakiens et internationaux. La direction d'Al-Qaida, par

la voix d’Ayman al-Zawahiri, donne cependant sa bénédiction politique au Jabaha an-Nusra, et non à l’EIIL.

Le terrain militaire syrien donne ainsi à voir une situation complexe, défiant toute logique ancienne : la véritable branche militaire d’Al-Qaida en Syrie, le Jabaha an-Nusra, se retrouve aujourd’hui aux côtés des islamistes modérés, parfois proches des Frères musulmans, ou des officiers nationalistes de l’ASL pour combattre l’EIIL, dénoncé jusque dans les rangs de l’opposition pour sa radicalité. Aux lignes de front entre gouvernement et opposition sont ainsi venues s’ajouter celles voyant s’affronter les insurgés entre eux – les populations civiles faisant les frais de la répression du régime comme des combats inter-oppositions.

### **Une stratégie militaire multiforme**

Profitant logiquement des divisions au sein de l’opposition, le régime syrien a également su conjuguer plusieurs formes de mobilisation militaire. La première est typiquement étatique : il s’agit de la mobilisation de l’Armée arabe syrienne (les forces gouvernementales) dont la puissance de feu, notamment aérienne, excède de loin celle des insurgés. Mais, face à des stratégies de guérillas – urbaines ou non –, il fallait bien y adjoindre, en plus d’un soutien logistique russe et iranien, d’autres éléments. Le premier est internationalisé, à l’image de la mobilisation de l’insurrection. L’engagement du Hezbollah libanais dans les combats à une échelle large – plusieurs milliers de combattants – est sans doute moins dû à des considérations communautaires – protéger le régime alaouite – que purement géostratégique. La frontière libano-syrienne constituant la principale ligne de ravitaillement de la Résistance islamique au Liban (RIL), son mouvement armé, le régime syrien en ayant été depuis les années 1990 le principal garant, la formation de Hassan Nasrallah considéra son engagement aux côtés de Bachar Al-Assad comme logique, sinon nécessaire. Il s’agissait de sécuriser sa base arrière, syrienne.

La mobilisation internationalisée auprès du régime est aussi communautaire : c’est le cas des activistes chiites irakiens des Brigades Abou al-Fadhl al-Abbas, particulièrement présents autour du sanctuaire chiite de Saida Zeinab, à Damas. Elle peut être aussi idéologique : de manière certes moins massive que les djihadistes étrangers engagés auprès des insurgés, de jeunes militants nationalistes arabes venus

du Maghreb, du Liban et d'Irak ont formé, depuis mai 2013, une Garde nationaliste arabe (*al-Haras al-Qawmi al-'arabi*) combattant aux côtés du régime, notamment dans la région de Damas. L'imaginaire tiers-mondiste et nationaliste recréé autour de Bachar Al-Assad fait ainsi le pendant de celui, tout aussi régionalisé et internationalisé, des partisans djihadistes pensant l'*oumma* (communauté) de manière transnationale.

Le régime joue enfin sur la multiplication de groupes paramilitaires, syriens cette fois-ci, fondés sur des modes d'appartenances locaux : les Forces de défense nationale (*Quwait al-Difa' al-watani*) sont venus quelque peu unifier ses différents supplétifs armés (Comités populaires, et *Shabiha*) autrefois dispersés. Localement, d'autres composantes participent à des affrontements contre l'opposition. C'est le cas de la Résistance syrienne (*al-Muqawama as-souriyya*) d'Ali Al-Kayali, dans la région de Lattaquié, groupe néo-marxiste, à majorité alaouite, réclamant le rattachement de l'ancien Sandjak d'Alexandrette, aujourd'hui turc, à la Syrie. Des Brigades al-Baath, composées de volontaires sunnites, ont vu le jour dans la région d'Alep. Les forces du Parti social national syrien (PSNS) se sont organisées dans certaines régions chrétiennes du pays. Des groupes tribaux demeurent fidèles au régime, comme le clan Berri, à Alep. Les druzes ont également leur formation militaire, dans la région de Suweyda, fidèle au régime : l'Armée des unitariens (*Jaish al-Muhahiddin*). Les Palestiniens peuvent également être mobilisés : si les partisans du Hamas ont pris fait et cause pour la révolution syrienne, le régime a bénéficié, dans le camp de Yarmouk, de l'aide du Front populaire-Commandement général d'Ahmed Jibril ou, au nord, dans le camp de réfugiés de Nayrab, non loin d'Alep, des Brigades al-Quds.

S'appuyant, comme l'insurrection, sur des formes composites de mobilisations, à la fois transnationales, communautaires, locales et idéologiques, l'action militaire du régime fonctionne ainsi comme une combinaison de guerres : une guerre « classique », menée par l'armée gouvernementale, et une contre-guérilla, alimentée entre autres par l'expertise militaire du Hezbollah. La révolte populaire de mars 2011 semble loin, la carte militaire étant aujourd'hui un élément surdéterminant du politique.

### **Pour en savoir plus**

Souhail BELHADJ, *La Syrie de Bashar al-Assad : anatomie d'un régime autoritaire*, Éditions



Belin, Paris, 2013.

François BURGAT et Bruno PAOLI (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et défis de la crise (2011-2013)*, La Découverte, Paris, 2013.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, *Syria's Metastasising Conflicts*, Middle East Report N 143, Damascus/Cairo/Brussels, 27 June 2013 (disponible sur <[www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)>).

Aron LUND (dir.), *Syria in Crisis, Carnegie Endowment for International Peace, 2011-2014*, <<http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/>>.